échelonnés les uns à la suite des autres, en nombre suffisant et convenablement espacés pour produire la profondeur d'eau nécessaire au flottage des trains et des bateaux. Parmi les ouvrages de ce genre construits sur cette rivière, on peut citer les barrages d'Epineau, de Péchoir, de Joigny, de Villeneneuve-le-Roi, de Saint-Martin, d'Auxerre, etc.

FERMETURE s. f. (fer-me-tu-re — rad. *fermer*). Action de fermer : *Nous sommes arrivés un instant avant la* FERMETURE *des portes. La police a ordonné la* FERMETURE *de cet établissement.* || Ce qui sert à fermer : *Une* FERMETURE *solide. La* FERMETURE *d'une boutique. La grille qui sert de* FERMETURE *à une chapelle.*

— Mar. Bordages compris entre deux préceintes consécutives. Dans quelques ports, on se sert encore du vieux mot ESTRAQUE, qui avait le même sens. || *Faire fermeture*, Boucher un grand trou laissé au flanc d'un navire, pendant la construction, pour faciliter le passage des pièces à l'intérieur.

— Antonyme. Ouverture.

— Encycl. *Fermeture des lieux publics.* V. LIEU.

FERMEUR adj. m. (fer-meur — rad. *fermer*). Anat. Se dit d'un muscle qui sert à rapprocher le bord des deux paupières : *Muscle* FERMEUR.

FERMIER, IÈRE s. (fèr-mié, iè-re — rad. *ferme*). Celui, celle qui tient une ferme, qui exploite, moyennant une rente payée au propriétaire, un domaine, une propriété agricole : *Un riche* FERMIER. *La profession de* FERMIER *a constamment été regardée comme élevant dans l'ordre social les hommes qui s'y livrent.* (Math. de Dombasle.)

Je sais ce qu'un fermier me doit rendre par an.
BOILEAU.

Tout ce qu'on boit est bon, tout ce qu'on mange est
La maison le fournit, la *fermière* l'ordonne. [sain,
BOILEAU.

— *Fermier partiaire*, Celui qui loue des terres, à condition d'abandonner au propriétaire une partie des fruits produits par le fonds pris à ferme.

— *Fermier général, fermier du roi*, ou simplement *Fermier*, Nom que l'on donnait autrefois à ceux qui prenaient à ferme le recouvrement des impôts : *Un jour que plusieurs dames étaient à dîner chez Voltaire, elles se tirent toutes, après le repas, à conter des histoires de voleurs. Chacune ayant dit la sienne, on engagea Voltaire à faire aussi son conte : « Mesdames, dit-il, il était un jour un* FERMIER GÉNÉRAL.... *Un* FERMIER GÉNÉRAL... : *ma foi, j'ai oublié le reste.* »

Pour messieurs les *fermiers*, qui font des gains si [grands.
Qu'est-ce, de bonne foi, que deux cent mille francs?
BOURSAULT.

— *Fermier des monnaies*, Entrepreneur chargé de la fabrication des monnaies.

— *Fermier de jeux*, Celui qui a obtenu le droit d'ouvrir, de tenir une maison de jeu.

— Jeux. Nom du banquier, au jeu de la ferme. V. ce mot.

— Encycl. *Fermiers généraux.* Avant la Révolution française, la perception des diverses branches des revenus publics, tels que la taille, l'impôt du sel, l'impôt du tabac, les droits d'aides, de gabelle, etc., étaient l'objet d'une spéculation, et l'on appelait *fermiers généraux* ceux qui prenaient à ferme ou à bail le recouvrement de ces droits.

L'histoire des *fermiers généraux* en France au XVIIIe siècle ne peut s'écrire qu'avec des larmes et du sang. « Les lois sanguinaires existent dans les pays où le revenu est en ferme. » C'est à la France que s'appliquait, lorsqu'il l'émit, cette réflexion d'Adam Smith. « Ils ne rendent le sang, s'écrie le marquis de Mirabeau, que comme s'ils l'attiraient des vaisseaux capillaires, tandis qu'ils saignent le peuple à la gorge. » Voilà, en deux mots, les *fermiers généraux* jugés par deux de leurs contemporains, et les plus compétents. Quand nous aurons exposé le résultat du système des fermes, on verra si ces jugements sont empreints d'exagération. Mais d'abord, en quoi consistait le système? De quelle pensée est-il né? Quels étaient les principaux coryphées de la ferme? Quelle influence eurent-ils sur les mœurs et sur la fortune publique? C'est ce que nous allons dire brièvement.

L'exploitation des revenus d'une nation admet deux méthodes différentes : la régie et l'affermage. La régie est la plus simple, la moins couteuse, et elle fut pratiquée, en partie, dès les premiers temps de la monarchie. Mais les déficits du trésor forcèrent souvent les rois à avoir recours à l'affermage. Vers la fin du XVIIe siècle, il arriva un moment où le trésor public, épuisé par de folles prodigalités autant que par des guerres ruineuses, se trouva complétement à sec en face d'une dette publique consolidée au capital de 1,500 millions et d'une dette flottante exigible de 250 millions. C'était en 1697, peu d'années avant la guerre de la succession d'Espagne, qu'on voyait déjà poindre à l'horizon. Dans ces conjonctures extrêmes, les contrôleurs généraux Chamillard et Desmarets ne virent d'autres ressource que de concéder les principaux revenus, c'est-à-dire les cinq grosses fermes, gabelle, aides (droits réunis, douanes), tailles, domaines et tabac, à une seule compagnie, qui viendrait en aide à l'Etat dans les moments de crise. Le bail fut passé au prix de 37 millions; et, en effet, le jour même de la signature, les adjudicataires versèrent au trésor une année d'avance, dont une partie fut immédiatement employée à la construction des bassins de Versailles. Quel intelligent emploi d'un argent si chèrement acheté!

Il était impossible d'imaginer une mesure plus funeste tout à la fois à l'Etat et aux contribuables. D'abord le prix du bail était de beaucoup trop faible. Dans le désarroi des finances, et en l'absence de toute comptabilité régulière, il eût été difficile de se faire une idée juste du chiffre de l'impôt; mais le but principal était de se procurer des fonds à tout prix. Au moyen des anticipations, on dévorait souvent à l'avance trois ou quatre années de revenus. Dans la désastreuse année 1709, on anticipa sur les revenus jusqu'à 1717. La compagnie se prêtait d'autant plus complaisamment à ces avances, qui lui rapportaient jusqu'à 12 pour 100, que l'Etat se trouvait ainsi lié à son égard. Quant au peuple, qui était déjà très-misérable, il se vit littéralement livré, comme un troupeau de moutons, à une bande de loups affamés.

La ferme se mit à fonctionner incontinent sous la raison sociale assez obscure Tempier et Cie; mais, dérrière ce nom, se cachaient tous les traitants de l'Europe, et même bon nombre de grands seigneurs, aussi âpres à la curée que de simples bourgeois, et qui ne dédaignaient pas de repêcher leur fortune dans l'océan des malheurs publics. A l'expiration du bail, Law se rendit adjudicataire de la ferme, qui, jointe à la fabrication des monnaies, à la banque royale et à la compagnie des Indes, le mit, pour un moment, en possession de toutes les ressources publiques. A l'écroulement du fameux système, les quatre frères Paris, appelés à contre-sens au secours de l'Etat par le régent, qui ne les aimait pas, procédèrent à une adjudication nouvelle, et l'on continua ainsi, sans interruption, jusqu'à la Révolution.

Qui pourrait énumérer toutes les maltôtes, toutes les exactions, toutes les dilapidations commises dans le cours du siècle par la ferme et ses acquiers? On appelait croupiers les gens de la noblesse qui se faisaient donner des assignations sur la ferme en échange de leur protection. Belle proie pour le favoritisme étonté des reines Cotillon! Les *fermiers généraux* pouvaient, à peu de frais, se montrer généreux. Dans le chaos de lois qui régissaient l'impôt, leurs agents, sans entrailles, pressuraient impunément le contribuable jusqu'à la dernière goutte de sueur. La France était traitée comme un pays conquis. Les hommes y vivaient comme des troupeaux dont les bêtes fauves enlevaient tantôt l'un, tantôt l'autre. Les plaintes les plus légitimes n'avaient aucune chance d'être entendues. Le roi, ce pasteur universel, plongé dans de crapuleuses débauches, livrait ses brebis sans défense à une garde étrangère qui s'entendait avec la ferme pour les dévorer. Pour un Turgot, pour un Fouletie, pour un Trudaine, combien d'intendants de province, croupiers de l'entreprise, fermaient les yeux sur les malversations qu'ils avaient mission de réprimer! L'impôt était-il exactement payé, on le doublait l'année suivante. La ponctualité des contribuables puisait au petit commerce des larcins, des escroqueries, des porteurs de contraintes et des garnisaires. Et qui eût osé réclamer? Les tribunaux de 1re instance, dits d'élection, et les cours des aides, tribunal d'appel, semblaient la doublure des agents du fisc. La législation, d'ailleurs, était si embrouillée, que c'est à peine, disait Necker, si un ou deux hommes par génération en possédaient la science.

De tous les impôts affermés, les plus lourds et les plus vexatoires étaient les aides et la gabelle, la gabelle, qui ne reveille que des souvenirs de galères et de potence. Peut-on se figurer aujourd'hui un régime où le peuple était obligé de payer le sel douze fois sa valeur, sans avoir même le droit de s'en pourvoir, attendu que, par ordonnance royale, tout individu au-dessus de sept ans était tenu de consommer annuellement, sous le nom barbare de *sel du devoir*, 7 livres de sel pour pot et salière seulement? Nous avons dit le peuple, et le peuple seulement; car la noblesse se procurait, sous le nom de *franc salé*, des distributions de sel gratuites. Ce n'est pas tout. Les régimes divers sous lesquels vivaient les pays d'états, les pays d'élection, les anciennes provinces et les pays réunis, faisaient que le sel valait, ici 4 livres le quintal, là 8 livres, plus loin 24 et même (à Amiens) jusqu'à 62 livres. Pour maintenir ces absurdes distinctions, veillait, pour le compte de la ferme, aux frontières de chaque province, une armée de douaniers qui, chaque jour, livrait bataille à d'innombrables contrebandiers. La misère et la monopolisation du travail par les maîtrises et les jurandes ne laissaient aux pauvres gens que la profession de *faux saunier*, que les bénéfices procurés par la différence des prix du sel rendaient assez lucrative. Malgré les ordonnances les plus sévères, le trafic de contrebande se pratiquait partout. « Voulons, disait l'ordonnance, que ceux qui se trouveront saisis de faux sel, ou qui en feront trafic, soient condamnés à neuf ans de galères et à 500 livres d'amende; en cas de récidive, pendus et étranglés. » Et l'ordonnance s'appliquait si bien que, bon an mal an, cinq à six cents faux sauniers étaient jetés aux galères, pour la plus grande gloire du roi et pour le profit de MM. les *fermiers généraux* et de leurs croupiers.

Les aides n'avaient rien à envier à la gabelle. De même que le sel, les boissons (vin, bière, etc.), traquées de toutes parts, ne circulaient que sous l'œil des deux cent cinquante mille commis de la ferme, dont une partie n'était connue que par la foulure des malsons pour y surprendre le *faux débit*, le *débit clandestin*, le *gros manquant*, le *trop-plein* et le *trop bu*, barbares dénominations de délits qui entraînaient aussi des peines corporelles et la confiscation. Pour passer d'une province à une autre, les denrées payaient à la ferme tant de droits de circulation que le prix finissait par en être décuplé. On a calculé que le transport d'un tonneau de vin eût coûté moins cher alors de Chine en France que de Pontoise à Paris. Les maillles du filet de la douane étaient serrées et multipliées. Haut passage, trépas de Loire, comptablie, triple cloison d'Angers et mille autres coupe-gorge opposaient des entraves à la circulation. Sur le cours de la Loire seulement, de Saint-Rambert en Forez à Nantes, on ne comptait pas moins de vingt-sept péages à franchir. De ce beau pays de France, si riche par son sol, par la variété de ses productions et par l'intelligence de ses habitants, la ferme, si sa durée se fût prolongée quelque peu, n'eût fait qu'un désert et un lieu de malédiction.

Les résultats d'un pareil régime, la misère du temps et les travaux des économistes nous les ont révélés. On a vu vagabonder en France, en certaines années, jusqu'à douze cent mille mendiants, rejetés, repris et revomis par les prisons. Des contrées entières s'étaient dépeuplées. L'épidémie qui les avait ravagées, c'était l'inanition. Pour compléter le tableau et en faire ressortir le contraste, mettons en regard la vie que menaient dans leur grands hôtels les *fermiers généraux*.

Les principaux fermiers généraux furent La Popelinière, Dupin, Bourret, Beaujon, Laborde, Crozat, Delaage Saint-James, Grimod de La Reynière, Paulze, Saint-Amand, de Bondi, Helvétius, Nau-Bouillet, Lavoisier, d'Arlincourt, etc. Tous appartenaient à la haute bourgeoisie et à la banque. Avides de titres, ils en achetaient avec les grandes terres, les fiefs, les marquisats, les vicomtés dont ils prenaient légalement le titre, courbés il est vrai, devant un trône même parmi les parlementaires, leurs rivaux et leurs ennemis. Sur les ruines de la fortune publique, il s'était élevé des fortunes colossales et scandaleuses, qui avaient brillanté s'engloutir dans de folles profusions avec des filles telles que la Guimard, la Duthé, la Camargo et autres courtisanes du temps. Pour la nuit des hôtels, des assemblées de table et des maîtresses, les *fermiers généraux* luttaient avec les princes et les éclipsaient souvent. Saint-James faisait crever de dépit le comte d'Artois, son voisin, en vue de Bagatelle, un château près duquel Bagatelle n'était qu'une masure. Il est vrai que Saint-James fit banqueroute. Et le comte d'Artois!!!

De cette époque datent les grands hôtels du quartier Montmartre, de la Chaussée-d'Antin, du Roule et des Champs-Elysées. L'un des premiers traitants enrichis par la ferme, Crozat, eut la fantaisie de se créer, en plein Paris, un Versailles avec bassins, terrasses et cascades. Il y consacra soixante de terrain et 4 millions. Beaujon en dépensa plus du double à sa résidence de l'Elysée, devenue plus tard le séjour de plus d'un prince et même de plus d'un empereur. Bourret s'est vanté d'avoir gaspillé plus de 6 millions, en une seule année, en parures et bijoux pour des filles de théâtre. En une seule matinée, il avait dépensé 300,000 livres pour offrir un déjeuner de chasse à Louis XV. Voilà ce que devenait le produit des aides et de la gabelle, le sang même du pauvre peuple. Il n'existait une effroyable corruption de mœurs, qui ne fut pas, aux yeux d'une bourgeoisie austère et laborieuse, l'une des moindres causes de la Révolution.

Le type éternel du financier, c'est Turcaret, ce traitant enrichi, trompé, mystifié et exploité par la multitude d'escrocs et de filles qui bouillonnent autour de lui. Jamais comédie n'a été mieux incrustée comme un plomb brûlant sur la réalité. Mais, pour être juste, nous devons convenir que, parmi les *fermiers généraux*,